



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 28 août 2025 portant prescriptions complémentaires concernant la gestion du risque parasismique à la société ALSACHIMIE à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le Code de l'environnement, notamment le livre V, titre Ier (installations classées pour la protection de l'environnement) et titre 6 (prévention des risques naturels) et les articles L. 511-1, L. 514-5, L. 171-8, D. 563-8-1 et R. 563-6,
- VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 13,
- VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampé,
- VU la version publique datée du 6 février 2020 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé,
- VU l'étude séisme transmise par la société ALSACHIMIE située à Chalampé le 24 décembre 2021,
- VU la visite d'inspection du 1^{er} avril 2025 sur le site de la société ALSACHIMIE à Chalampé,

VU le rapport de constat (et ses annexes) de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,

VU la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant en date du 12 juin 2025,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission sus-visée,

Considérant que l'établissement ALSACHIMIE est classé Seveso seuil haut et qu'il est à ce titre soumis aux prescriptions des articles 11 à 14 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé précisant les règles parasismiques applicables à certaines installations,

Considérant qu'en application de ces dispositions, l'exploitant a transmis au préfet du Haut-Rhin, le 24 décembre 2021, une étude séisme présentant un échéancier des travaux permettant la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations,

Considérant que bien qu'incomplètes les conclusions de cette étude doivent être prises en compte pour faire application des dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 4 octobre 2010 qui prévoit que le préfet prend acte par arrêté de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques identifiés par l'étude séisme,

Considérant que pour assurer la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, il convient de prescrire la mise en œuvre effective, dans les délais retenus, des moyens techniques identifiés par l'étude séisme,

Considérant par ailleurs qu'il convient de préciser les attendus en matière de maintenance et plan de surveillance à mettre en œuvre pour les ouvrages agresseurs potentiels et barrières de prévention, d'atténuation d'effets ou de prévention susceptibles d'être mises en œuvre par l'exploitant au sein de ses installations,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet.

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

Article 2 : échéancier.

Il est pris acte des conclusions fournies par la société ALSACHIMIE située sur la commune de Chalampé dans l'étude séisme transmise en date du 24 décembre 2021.

Dans ce cadre l'exploitant procède à la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique de ses installations tels que définis dans son étude séisme et selon l'échéancier définis dans cette même étude afin qu'il n'y ait plus d'équipements dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site (zones définies par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé).

La nature et l'échéancier des travaux nécessaires figurent au chapitre 11 de l'étude précitée. La réalisation des travaux tels que définis dans cette étude ne peut excéder le 31 décembre 2032.

Article 3 : maintenance spécifique pour les Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP).

Compte tenu de leurs effets sur les Équipements Critiques aux Séismes (ECS), les installations identifiées par l'exploitant comme Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP) dans son étude séisme font l'objet d'un plan de visite. Ce plan a pour objectif de s'assurer :

- de l'intégrité des installations et de la qualité de leurs ancrages/fixations,
- du respect des hypothèses prises en considération dans le cadre de l'étude séisme pour les éléments relatifs aux calculs de tenu aux contraintes sismiques.

Les contrôles effectués dans le cadre de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise la maintenance nécessaire lors de la mise en œuvre de ce plan, afin de corriger les déviations constatées.

Le plan de visite, le bilan des visites et des suites qui leur ont été données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : maintenance spécifique pour les Barrières de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Protection (BPAP).

Compte tenu de leurs actions, visant à éviter l'occurrence de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site (zones définies par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé), les Barrières de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Protection (BPAP) doivent répondre à des critères de cinétique, et de maintenance. Ces dernières doivent posséder une cinétique de mise en œuvre compatible avec le scénario qu'elles cherchent à endiguer (l'exploitant doit être en mesure de justifier de cette cinétique). L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification de ces barrières. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour assurer en tout temps le maintien en fonctionnement de ces barrières.

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres permettant à l'exploitant de justifier du respect de la présente prescription sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : modalités d'exécution.

Article 5.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

Article 5.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 5.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ALSACHIMIE.

À Colmar, le 28 août 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,
secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).